

Zitierhinweis

Kmec, Sonja: Rezension über: Luc Duerloo, *Dynasty and Piety. Archduke Albert (1598-1621) and Habsburg Political Culture in an Age of Religious Wars*, Farnham: Ashgate, 2012, in: Hémécht. Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, 2015, 1, S. 102-107, DOI: 10.15463/rec.1189731931

Hémécht

Revue d'Histoire luxembourgeoise
Zeitschrift für Luxemburger Geschichte

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

riche iconographie. Ainsi le lecteur découvre au fil des pages le patrimoine de cette région frontalière qui contient des pièces superbes comme ce retable de Rustroff ou encore cet extraordinaire poêle en faïence au château de La Grange.

Destiné au grand public, le livre ne manque pas sa cible. On en retire indéniablement un grand plaisir de lecture même si certaines erreurs comme l'emploi anachronique du terme « grand-duché » irritent. Les nombreux extraits de sources qui émaillent le texte, font de cet ouvrage un excellent outil pour l'enseignement. L'enseignant y trouvera les petites histoires qui réjouissent les élèves et qui pimentent son cours d'histoire moderne. L'apport scientifique de ce travail d'érudition locale est par contre plus difficile à évaluer. Le foisonnement de détails rend difficile de dégager des évolutions générales. Essayons néanmoins de tirer quelques conclusions de cette vaste compilation.

Les premières décennies du XVI^e siècle semblent avoir constitué une époque d'épanouissement pour la région en question. Traversée par la Moselle, elle capte une partie des flux commerciaux entre l'Italie du Nord et les Pays-Bas. Thionville et Sierck participent au grand trafic international. Les bateaux transportent du blé, du sel, du vin mais aussi des denrées plus exotiques comme les épices. Des foires et marchés se tiennent à Thionville, Cattenom et Koenigsmacker. Les marchands thionvillois sont très actifs à Anvers, alors la plaque tournante de l'économie européenne : les registres anversoises en relèvent une vingtaine entre 1550 et 1555. Le pays thionvillois est également favorisé par la nature. Il possède des sols assez fertiles, occupés par la culture céréalière et la vigne. Ces terres, sans doute les plus riches du Luxembourg, sont alors aux mains de puissantes familles seigneuriales, telles les de Schawembourg, les de Raville ou encore les de Créhange.

Cependant peu à peu l'insécurité s'installe. Les guerres de Charles Quint contre les rois de France inaugurent une période difficile pour les habitants du pays de Thionville. Rodemack est attaquée en 1550. Des lansquenets dévastent la vallée de la Moselle. En 1552 Cattenom et Koenigsmacker sont pillées. Même en temps de paix la population souffre de la présence militaire. Les régiments espagnols causent « beaucoup de dommages aux pauvres gens » et vivent « fort immodestement et comme des ennemis sur le plat-pays ». Les habitants essaient de se protéger contre les incursions des partis français en payant des contributions pour obtenir une « sauvegarde ». La guerre de Trente Ans que la région subit avec un certain décalage entre 1630 et 1660, entraîne une forte dépopulation. Ainsi Audun-le-Tiche et Rédange ne comptent plus que dix habitants. D'autres villages comme Terlange, Heckling, Guevange, Husange ou Rexange disparaissent tout simplement de la carte. Le déclin du commerce, évident au XVII^e siècle, n'est cependant pas uniquement dû aux hostilités. Une taxation plus contraignante, sans doute pour financer l'effort de guerre, ralentit aussi les échanges.

La conquête française voit le retour à l'ordre mais non à la prospérité d'antan. Sous le régime français, Thionville est avant tout forteresse et centre administratif. Le commerce doit se subordonner aux intérêts stratégiques et ne joue plus qu'un rôle secondaire. Les fortifications de la place, fortement agrandies, gênent le trafic fluvial. En effet les militaires, invoquant des motifs de sécurité, refusent d'aménager la base des murailles pour le halage. Le passage de Thionville devient extrêmement difficile. Les bateliers doivent dételer les chevaux au pied du glacis

et faire avancer leurs embarcations à force de bras. A long terme on observe un changement profond de la société urbaine. L'annexion française favorise l'essor du groupe social des juristes et officiers (administrateurs civils) tandis que le nombre des marchands recule.

En ville, l'incorporation au royaume après 1659 a été rapide et elle n'a guère rencontré de résistances. Bien que Louis XIV ait confirmé les privilèges et coutumes des Thionvillois en 1657, l'ancienne organisation judiciaire disparaît sans grand bruit. Un édit de 1661 crée à Thionville un bailliage royal dont dépend la prévôté de Sierck. Le ressort du gouvernement de Thionville reçoit le nom de «Luxembourg français». Le français s'impose très vite comme seule langue officielle. L'arrivée massive de résidents français et l'installation d'une garnison française accélèrent l'assimilation linguistique de la population thionvilloise. Par contre, au plat pays la transition a été beaucoup plus lente. L'annexion française ne modifie pas l'organisation traditionnelle qui constitue le cadre de vie des habitants de la campagne. Les seigneuries comme zones de juridiction restent en place, à la seule différence que les seigneurs reconnaissent désormais Louis XIV comme souverain légitime. La population rurale continue à parler le patois luxembourgeois. En 1735, donc presque cent ans après la conquête, une enquête menée dans l'archiprêtré de Thionville révèle que dans 16 paroisses sur 21 «la langue allemande y est la seule en usage» ou «la plus en usage». Encore en 1788, il faut traduire une ordonnance de police «en langage germanique» sinon les villageois ne comprennent rien.

Au XVIII^e siècle, l'évolution des deux Luxembourg – «français» et «autrichien» – se ressemble fortement. De part et d'autre de la frontière la conjoncture est globalement favorable. Mais régulièrement des crises frumentaires viennent briser la croissance et entraînent des pics de mortalité. Les édits de 1768 et 1769 qui autorisent les propriétaires à enclore leurs terres, suppriment le droit de parcours et encouragent le partage des terres communes provoquant probablement une paupérisation du monde rural. Des mesures similaires ont été appliquées au duché de Luxembourg dans les années 1770. De nombreux Luxembourgeois et Lorrains quittent leurs terres natales et émigrent au Banat de Temeswar. L'industrie et le commerce peinent à se développer dans cette région frontalière. Certes il y a la réussite industrielle d'un Wendel dont les forges approvisionnent l'armée en bombes et boulets. Mais elle reste l'exception. La manufacture de La Grange ne peut soutenir la concurrence des faïences de Luxembourg. L'exportation des produits lorrains se heurte aux barrières douanières qui se dressent de tout côté, même à l'intérieur du territoire français. La fiscalité royale est particulièrement lourde. Ainsi la gabelle, l'impôt sur le sel, rend ce dernier plus cher en Lorraine, pourtant productrice et exportatrice, qu'à l'étranger.

Aux XVI^e le pays thionvillois était encore un carrefour où de multiples influences se croisaient. À la fin de la période traitée par le livre de Stachowski, la situation frontalière ne présente plus d'atouts. Se retrouver à la périphérie d'un royaume fortement centralisé et entouré d'une «ceinture de fer» est décidément devenu un handicap.

Guy Thewes

Luc DUERLOO, *Dynasty and Piety. Archduke Albert (1598-1621) and Habsburg Political Culture in an Age of Religious Wars*, Farnham: Ashgate, 2012, 592 p., ISBN 978-0-7546-6904-3; 90 £.

En 1939, dans le cadre des festivités du Centenaire de l'Indépendance du Luxembourg, un cortège historique défila dans les rues de la capitale. Le XVI^e siècle y fut représenté par des «érudits humanistes luxembourgeois» (J. Goricius, B. Latomus, N. Mameranus), accompagnés des conseillers de Charles V et de Philippe II (M. Held, J. Mylius et J. Britt). Avec eux le comte Pierre-Ernest de Mansfeld, gouverneur de 1545 à 1604, «assisté par le Conseil provincial». Pour le XVII^e siècle les organisateurs avaient choisi «deux Luxembourgeois», Aldringen et Beck, généraux au service de l'empereur, ainsi que des cuirassiers et des délégués des états luxembourgeois¹. Les souverains, par contre, étaient absents du cortège, car perçus comme représentant la «domination étrangère» espagnole.

Si cette interprétation de l'histoire a été révisée depuis², elle explique pourquoi les XVI^e et XVII^e siècles restent un trou noir de l'historiographie luxembourgeoise. De même, le transfert de souveraineté des Pays-Bas vers l'archiduc Albert et l'infante Isabelle reste peu étudié, car l'épisode fut à la fois bref (1598-1621) et sans conséquences. Après la mort d'Albert, le titre de duc de Luxembourg revint au roi des Espagnes, Philippe IV, et Isabelle n'exerça le pouvoir qu'en qualité de gouverneure générale et ce, jusqu'à sa mort en 1633³. Réfutant cette perspective téléologique, Luc Duerloo remet en question la vue traditionnelle des archiducs comme simples marionnettes espagnoles et examine le degré de leur autonomie et de leur investissement dans la formation étatique des Pays-Bas (méridionaux). En examinant le régime archiducal dans son contexte d'époque, il offre une étude magistrale de ses relations diplomatiques, militaires et dynastiques.

Même si l'ouvrage tient en partie du genre biographique, l'auteur ne tombe pas dans le piège de vouloir réhabiliter à tout prix l'image dépréciée de son héros. Étant donné que le genre est contesté, on aurait souhaité que Duerloo se prononce sur sa propre partialité et l'impossibilité d'offrir une vision cohérente de la vie d'un individu⁴. À l'inverse, l'auteur déclare : *this book sets out to integrate the various strains of Albert's actions into a coherent narrative* (p. 4-5), mais il arrive à se déjouer des risques d'une narration totalisante en multipliant les angles d'approche et en variant les échelles d'analyse. En fait, son ouvrage dépasse de loin la simple biographie et brosse un tableau très dense, éclairant les intentions dynastiques, les convictions

¹ 1839-1939. *Centenaire de l'Indépendance. Cortège historique à Luxembourg 22 avril 1939* [dessins de Lucien Rousselot]. Luxembourg : Imprimerie St. Paul, 1939, sans pagination.

² THEWES, Guy, Dominations étrangères et fidélité dynastique. Deux mythes de l'historiographie luxembourgeoise, in : *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur in Luxemburg* 199 (2000), p. 39-43 ; MARGUE, Michel, Dominations étrangères, in : *Lieux de mémoire au Luxembourg*, vol. 1 : *Usages du passé et construction nationale*, éd. par Sonja KMEC, Benoît MAJERUS, Michel MARGUE et Pit PÉPORTÉ, Luxembourg : Ed. Saint-Paul, 2007, p. 29-34.

³ Voir : MERSCH, Jules, L'infante Isabelle 1566-1633. Princesse souveraine des Pays-Bas, Duchesse de Luxembourg etc., in : *Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, collection présentée par Jules Mersch, Luxembourg : Imprimerie de la cour Victor Buck, 1947-1975, 22 fascicules; ici : fasc. 14 (1966), p. 389-562.

⁴ DOSSE, François, *Le pari biographique. Écrire une vie*. Paris : Éditions la Découverte, 2011 [1ère éd. 2005], p. 102-103.

religieuses, l'adhérence à la raison d'État et les motivations économiques des différents protagonistes impliqués. L'approche est donc résolument centrée sur les acteurs (souverains, diplomates, commandants militaires, membres de la noblesse et du haut clergé, élites urbaines) non seulement des Pays-Bas du Sud, mais également du Nord (les Provinces-Unies en sécession), des Espagnes, de l'Empire, de la France et des Îles britanniques. Sans jamais les évoquer comme cadres de référence théoriques, l'ouvrage se situe dans la lignée de la « nouvelle histoire diplomatique »⁵ et de l'étude des liens dynastiques « transnationaux »⁶ cherchant à dépasser le nationalisme méthodologique de l'historiographie traditionnelle.

Se passant de tout cadre théorique, l'étude se définit comme empirique. Tous ses arguments se basent sur la confrontation et l'interprétation de sources primaires classiques (correspondances diplomatiques surtout), provenant de fonds d'archives peu ou jamais exploités auparavant. Les quelques sources iconographiques reproduites ne sont pas analysées en profondeur, mais permettent d'illustrer un propos et de donner un moment de répit au lecteur, qui risque d'être submergé par la densité des informations. Comme les titres des dix chapitres ne permettent pas d'en déduire les sujets traités, ce compte-rendu propose d'abord un résumé succinct de chaque chapitre avant de commenter l'ouvrage de manière plus générale.

Résumé des chapitres

Wet Paint (chapitre 1) se réfère au rôle du hasard et à la contingence historique. En effet, il était prévu qu'Albert, cinquième fils de l'Empereur Maximilien II, fasse une carrière ecclésiastique. Or, devenu cardinal à l'âge de 17 ans, il ne fut jamais ordonné prêtre. Ceci est dû au fait que d'une part le siège archiepiscopal de Tolède – qui lui avait été promis depuis une décennie – ne se libéra qu'en 1594 et que d'autre part la mort de son frère Ernest en 1595 fit de lui un pion dynastique important. Entre ces deux dates, son ordination fut empêchée pour motif que l'église du couvent des *Descalzas reales* venait d'être fraîchement blanchie à la chaux (p. 30). Son mariage avec l'infante Isabelle n'avait donc rien de prédéterminé et celle-ci avait d'ailleurs d'autres partenaires potentiels : l'empereur Rodolphe II et l'archiduc Ernest. Dans le premier cas, la possibilité de *régner sur une monarchie qui dépasserait en taille celle de Charles Quint* (p. 38), si Isabelle avait hérité des royaumes espagnols, faisait rêver les négociateurs. Dans le deuxième cas, il était prévu qu'Ernest et Isabelle règneraient en souverains sur les Pays-Bas, voire même qu'ils accèderaient au trône français, si Isabelle parvenait à imposer les droits de sa mère, Elisabeth de Valois. Cette dernière option – spéculant sur la mort de Rodolphe II sans héritier – permettait d'envisager que *l'empire de Charlemagne puisse être restauré* (p. 40). L'histoire contrefactuelle, s'appuyant sur des réflexions concrètes de l'époque, sert ici à montrer les aléas de toute politique dynastique.

⁵ VON THIESSEN, Hillard et WINDLER, Christian, Einleitung: Außenbeziehungen in akteurzentrierter Perspektive, in: *Akteure der Außenbeziehungen. Netzwerke und Interkulturalität im historischen Wandel*, éd. par idem, Cologne etc.: Böhlau, 2010, p. 3-11.

⁶ SABEAN, David Warren et TEUSCHER, Simon, Rethinking European Kinship, in: *Transregional and Transnational Families in Europe and Beyond*, éd. par Christopher H. JOHNSON et al., New York et Oxford: Berghahn, 2011, p. 1-21.

Le chapitre 2 (*Rural Pursuits*) part d'un tableau de Jan Brueghel montrant la participation d'Albert et Isabelle à un mariage de paysans, ce qui offusquait les tenants de l'étiquette espagnole. Cette liberté d'action symbolise la marge de manœuvre du régime archiducal par rapport au roi des Espagnes. D'après Duerloo, la relation entre Bruxelles et Madrid était certes *asymétrique*, mais reposait néanmoins sur un *partenariat* contracté dans l'intérêt de la *sécurité collective* (p. 67). En temps de guerre, le régime archiducal dépendait de l'armée espagnole, mais en temps de paix, il arrivait à se dégager de cette tutelle espagnole, même dans le domaine des relations étrangères. Voilà pourquoi Albert et Isabelle s'engagèrent dans la voie d'une trêve avec les Provinces-Unies et cherchèrent à détendre les relations avec l'Angleterre en encourageant la succession de Jacques I^{er} en 1603. Par ailleurs, une analyse de la faction des « Espagnols » à la cour archiducale montre que celle-ci ne se définissait pas par l'appartenance nationale (concept anachronique) de ses membres, mais par la volonté de continuer la guerre – ceci souvent pour des mobiles d'avancement et d'enrichissement personnels (p. 86-97). Ainsi, bien que d'origine espagnole, Juan de Mancicidor et Rodrigo Niño y Lasso, comte d'Año-ver, ne faisaient-ils pas partie de ces 'faucons'. Si l'auteur démontre clairement le caractère inadéquat de l'appellation « espagnole » (p. 99-100), il désigne lui-même d'« Italiens » le commandant de l'Armée de Flandres, Ambrogio Spínola, et le grand écuyer Ottavio Visconti, comte de Gamalero (p. 98) – étiquette tout aussi factice.

Burning Lamps (chapitre 3) examine l'enchevêtrement du zèle religieux et de la propagande politique d'Albert et Isabelle. Duerloo connaît très bien le sujet, ayant examiné ailleurs le culte de Notre-Dame à Montaigu⁷. Il met en évidence les hésitations entre une représentation du nouveau souverain comme extirpateur de l'hérésie ou comme pacificateur. Ces hésitations se reflètent dans les campagnes militaires du début du XVII^e siècle, où les conseillers de Philippe III essaient d'écarter Albert du commandement de l'Armée de Flandres. La diarchie au sein de l'armée explique par ailleurs l'ascension d'entrepreneurs militaires privés comme Spínola, qui finit par gagner la confiance et du roi et de l'archiduc (p. 137) et devint maître de camp général à la mort du comte de Mansfeld.

Le titre du chapitre 4, *Lewd Instruments* (littéralement : outils obscènes), est un des plus sybillins. En fait, il se réfère à Hugh Owen et à d'autres rebelles irlandais, qui auraient été instrumentalisés par l'archiduc dans sa lutte contre la Réforme protestante outre-manche. L'arrière-fond de cette crise des relations anglo-habsbourgeoises est la Conspiration des poudres de 1605, préparée par un 'terroriste' catholique, Guy Fawkes, à partir des Pays-Bas. Le contexte plus large, analysé de manière magistrale sur base de sources inédites du Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne, concerne les politiques étrangères de la France sous Henri IV, de l'Angleterre sous Jacques I^{er} et des Provinces-Unies. L'auteur explicite comment Albert parvint à faire valoir son point de vue, préconisant une détente, contre celui de l'ambassadeur espagnol dans les négociations diplomatiques menant au Traité de Londres. Animé par la solidarité dynastique, la nécessité de coopération économique et la

⁷ DUERLOO, Luc et WINGENS, Marc, *Scherpenheuvel: Het Jerusalem van de Lage Landen*, Louvain: Davidsfonds, 2002.

raison d'Etat, le traité évitait toute allusion aux différends religieux. Pourtant la Conspiration des poudres montrait les limites de la diplomatie et de l'autonomie archiducale à l'ère des guerres de religion.

Le chapitre 5, *Calculated Ambiguities*, explore les tractations menant en 1609 à la conclusion de la Trêve de Douze Ans avec les Provinces-Unies. Par ailleurs, l'impossibilité de signer une paix durable est expliquée par l'incompatibilité de deux cultures politiques: une logique monarchique exigeant une soumission des 'rebelle's' aux Habsbourg face à un langage républicain mettant en exergue la défense des libertés civiques (p. 193). Les intérêts économiques et les politiques religieuses étaient tout aussi irréconciliables. Restaient donc des formulations vagues qui permettaient à l'un et à l'autre camp de sauver la face. Comparant différentes interprétations concernant les motivations du pacifisme d'Albert, Duerloo accepte celle de l'ambassadeur espagnol Ibarra: anticipant la mort sans héritiers de son frère Rodolphe, Albert aurait cherché à se positionner comme candidat à la succession impériale (p. 210-211). Dépendant donc du Collège des Électeurs, il voulut se présenter comme souverain raisonnable et modéré.

Le titre du chapitre 6 (*Family Matters*) peut se comprendre dans les deux sens: «Affaires familiales» et «La famille importe». Le 'dynasticisme' est invoqué par l'auteur comme principal facteur explicatif, sous-estimé systématiquement par les historiographies nationales. Ainsi Philippe II aurait envisagé dès le début l'Acte de Cession de 1598 comme instrument permettant l'accession d'Albert au trône impérial en lui conférant une *Hausmacht*. Son successeur, Philippe III, aurait même été d'accord de raviver le titre de roi de Bourgogne dans cette optique (p. 249). Or, même si Albert était le candidat favori des Électeurs catholiques, il se désista en faveur de son frère aîné Matthieu, élu empereur en 1612. Aux yeux des contemporains (et, on le soupçonne, de son biographe), Albert sort de cet épisode grandi: il a choisi la solidarité dynastique à ses ambitions individuelles.

Ce n'est pas l'orgueil d'Albert que désigne le titre du chapitre 7 (*Fatal Ambitions*), mais bien celui des princes protestants prétendant à la succession des duchés de Juliers et Clèves, l'électeur de Brandebourg et le duc de Neubourg, mais également celle de l'archiduc Léopold d'Autriche. Albert, au contraire, est caractérisé par son *légitimisme* (p. 304) et son *pacifisme* (p. 317), évitant de se mêler de trop près à cette guerre de succession. Ce chapitre apparaît comme le moins pertinent et offre certains détails qui n'intéresseront que des spécialistes aguerris. Ainsi est cité par exemple, concernant le duché de Luxembourg, le fait qu'Albert avait accepté le passage de 20.000 soldats français pour rejoindre Juliers (p. 329) un jour avant que le roi Henri IV ne soit assassiné et que ses plans ne soient amendés sous la régence de Marie de Médicis. D'une manière plus générale, la crise montre que les princes protestants de l'Empire ne se soumettaient plus à la médiation impériale et que le pouvoir habsbourgeois était fragilisé.

Old Masters (chapitre 8) reste un titre assez énigmatique, se référant d'abord à la passion que partageaient Albert et le duc de Bavière pour les peintures des Pays-Bas méridionaux, mais aussi peut-être au rapprochement des familles d'Habsbourg et de Wittelsbach. Même si Albert cherchait toujours à maintenir la Trêve de Douze Ans, il n'était plus *obstinément neutre* (p. 346). Il engagea l'Armée de Flandres dans des opérations contre Aix-la-Chapelle et Mühlheim, en proie aux

‘rebelles’ protestants, et fit occuper une série de forteresses le long du Rhin, sans pour autant s’attaquer à Juliers, détenu par les Provinces-Unies. Comme toute narration portant sur des faits d’armes, ce chapitre risque de tomber dans l’histoire événementielle.

Le chapitre 9 (*Unfolding Legacies*), par contre, développe une problématique concrète, celle de la formation étatique des Pays-Bas du Sud. Rompant avec une vision téléologique des choses, Duerloo arrive à montrer que la santé défaillante d’Albert et le manque d’héritier ne signifiaient pas automatiquement la fin de l’autonomie des Pays-Bas. Au contraire, ne constituant plus de menace pour l’Espagne, son crédit augmentait. Par ailleurs, la possibilité que Philippe III cède les Pays-Bas à la mort d’Albert en apanage à son second fils ou en dot à une infante n’était pas écartée d’emblée.

Cometary Turmoil (chapitre 10) réexamine le déclenchement de la Guerre de Trente Ans en 1618 dans une optique européenne, le replaçant notamment dans le contexte de la Guerre de Quatre-Vingt Ans (interprétée comme une guerre civile plutôt que comme une guerre d’indépendance). Maintenir la Trêve entre les Pays-Bas du Nord et du Sud jusqu’à son expiration en 1621 était un enjeu primordial pour le régime archiducal, mais pas nécessairement dans l’intérêt des royaumes espagnols. Adoptant une perspective pan-habsbourgeoise, Duerloo montre d’un côté comment les dissensions internes en France (où Louis XIII s’engageait contre les Huguenots) et dans les Provinces-Unies (où le conflit entre Gomaristes et Arminiens se durcissait) profitèrent aux Habsbourg. D’un autre côté, la perte de la Bohême risquait d’affaiblir la dynastie sur le plan financier et de lui faire perdre son contrôle sur l’Italie du Nord (p. 461). Aucun foyer de crise ne peut être compris de manière isolée – voilà la leçon principale de ce chapitre.

Le dernier chapitre (*Virgin Victorious*) couvre la fin de règne d’Albert et, en parallèle, les premières années de la Guerre de Trente Ans, où triomphaient les armes des Habsbourg et des Wittelsbach. À la mort de l’empereur Matthieu, Albert fut à nouveau un successeur potentiel, moins controversé que son rival Ferdinand (p. 474). Hautement estimé comme *l’oracle de cette famille pour sa sagesse et son expérience* (p. 472), Albert renonça à nouveau pour des raisons de solidarité dynastique. Sur le plan militaire, il accepta d’envahir le Palatinat. L’auteur conclut que les trois cours de Vienne, Madrid et Bruxelles coopérèrent de manière si étroite qu’elles pouvaient être comparées aux *trois têtes de Cerbère* (p. 502). Cependant, le prix de leurs succès fut le revirement de la France sous Richelieu et l’impossibilité de prolonger la trêve avec les Provinces-Unies.

Appréciation générale

Ce livre concerne indubitablement le duché de Luxembourg, mais on n’y trouvera guère d’informations sur les relations entre les états provinciaux et Bruxelles et les mentions concernant Mansfeld, Berlaymont ou Neuveforge restent claires-mées. L’étude de Duerloo ne porte pas sur la politique interne, mais sur la politique ‘étrangère’ du régime archiducal, tout en questionnant ce qui fut ‘étranger’ à l’époque. L’archiduc Albert et son épouse sont principalement des Habsbourg et agissent dans l’intérêt de cette dynastie, ce qui n’empêche pas de fortes tensions entre les différents membres et branches. Duerloo décèle quatre logiques qui

permettent de mieux comprendre leurs motivations : (1) La logique dynastique se révèle dans le traitement des Provinces-Unies. Si les rebelles ne pouvaient être vaincus militairement, il fallait convaincre leurs meneurs aristocratiques de rentrer dans le giron. L'objectif de l'Acte de Cession de 1598 était d'établir une branche habsbourgeoise avec sa propre cour à Bruxelles afin de (re)fidéliser la noblesse locale. (2) La logique religieuse est omniprésente, étant donné que les Habsbourg se considéraient comme les champions de la Réforme catholique. Mais cela n'empêcha ni des accommodements avec les Protestants modérés (comme les Arminiens) ni des accords diplomatiques avec des puissances protestantes telle l'Angleterre. (3) La logique économique apparaît ici en arrière-fond dans les tractations concernant le paiement de l'Armée des Flandres, les embargos et guerres douanières, ainsi que le commerce outre-mer. (4) La raison d'État est évoquée surtout pour expliquer les stratégies du roi Henri IV de France, mais rarement mise en relation avec les Habsbourg. Leurs actions paraissent de façon primordiale motivées par la logique dynastique – une analyse qui convainc entièrement, même s'il faut se demander en quoi elle dépend du choix des sources primaires consultées. Les logiques religieuse et économique mériteraient des études toutes aussi fouillées.

La lecture, il faut le reconnaître, ne peut se faire sans un certain bagage historique. Aucune carte, chronologie ou tableau généalogique ne vient soutenir le profane et seul un index – très détaillé – permet d'identifier les personnages. Le style concis, mais non dénué d'humour, procure toutefois un véritable plaisir de lecteur et il serait dommage qu'un lecteur (en se basant sur l'index) ne s'attarde que sur quelques passages. Le grand mérite de l'auteur est d'avoir montré comment déjouer le 'nationalisme méthodologique' qui caractérise toujours bon nombre d'études historiques et d'avoir offert une véritable perspective 'transnationale'. Duerloo réussit ce pari en explorant des sources primaires en allemand, français, anglais, néerlandais, espagnol et italien – produites par les cosmopolites de la cour archiducal de Bruxelles.

Sonja Kmec

François REINERT / Änder BRUNS (Hrg.), Genie und Festung. Luxemburger Festungspläne in der Staatsbibliothek zu Berlin (Publications du Musée national d'histoire et d'art, 19 / Publications du Centre de documentation sur la forteresse de Luxembourg auprès du Musée d'histoire et d'art, 2), Luxembourg: MNHA, 2013, 283 S., ISBN 978-2-87985-221-8; 35 €.

Der vorliegende Band ist der Katalog für die gleichnamige Ausstellung, die im Musée Dräi Eechelen – Forteresse, Histoire, Identités (Luxemburg) vom 5. Oktober 2013 bis zum 31. März 2014 für das Publikum geöffnet war.

Zentraler Gegenstand der Ausstellung und Thematik des Buches sind Pläne der Festungsanlage Luxemburg seit dem 17. Jahrhundert, die aus den Beständen der Staatsbibliothek zu Berlin – Stiftung Preußischer Kulturbesitz stammen. Im Rahmen einer Kooperationsvereinbarung wurde ein repräsentativer Teil der Berliner Kartensammlung, einer der größten und bedeutendsten der Welt, für die Sonderausstellung aufbereitet. Zudem wurden die Fortifikationspläne der Festung